

“POUR UN VRAI LIBÉRAL, L’HOMME EST CENTRAL ET PAS LE CAPITAL.”

Une société n’est véritablement démocratique que si elle peut offrir un service de qualité à ses citoyens : un service fort, efficace et à visage humain. Les services publics tant critiqués et qui selon les autorités politiques coûtent chers, permettent aux citoyens d’avoir accès aux services auxquels ils ont droit.

Pompiers, enseignants, agents de police, militaires, infirmiers, conducteurs de bus ou de train... tous sont au service de la population et ils en sont fiers. Chaque citoyen a droit à un secteur public fort et performant.

Les moyens de fonctionnement, les investissements et le personnel : tout diminue. Un seul mot d’ordre : économies, économies, et encore des économies. Pour garantir un service de qualité – notre tâche essentielle – le gouvernement doit prévoir les moyens nécessaires. Il doit arrêter de nous presser comme des citrons.

Dialogue social

Les syndicats sont confrontés à des dossiers clefs en mains de la part de l’autorité, où il y a peu ou pas de marge de concertation. Son intention est d’exécuter intégralement l’accord de gouvernement sans véritable dialogue social. Le SLFP souhaite pourtant donner toutes les chances à la concertation. Pour y arriver, le gouvernement doit entreprendre des démarches concrètes dans ce sens.

Pensions

Le détricotage de nos pensions atteint tout doucement son rythme de croisière. Entre-temps, la Chambre a approuvé la suppression de la bonification pour diplôme et le bonus pension. Par ailleurs, il est déjà plus que certain, que dès 2030, nous devons travailler jusqu’à 67 ans. Pour le SLFP, il s’agit d’une rupture de contrat unilatérale.

Le SLFP plaide en faveur d’une approche globale du dossier “pensions” au lieu de cette politique du saucissonnage.

Qu’entend-on par âge acceptable de la retraite (anticipée); métier lourd; pension correcte?

Saut de l’index

Suite au saut de l’index, il n’y aura pas d’indexation des salaires, des allocations et des pensions. Les fonctionnaires et travailleurs perdront 2% de leur pouvoir d’achat.

Ce gouvernement a choisi de ne demander les efforts qu’aux fonctionnaires, salariés et aux allocataires sociaux ou bénéficiaires d’une pension de retraite. Notre organisation mère, la CGSLB, s’est vue contrainte de saisir la Cour Constitutionnelle contre cette décision.



“Pour les politiciens, tout n’est que chiffres, pour le SLFP il s’agit de personnes!”

Le SLFP exige que le gouvernement relance très rapidement un véritable dialogue avec les organisations syndicales, notamment par la négociation d’un accord intersectoriel.

Cette démarche témoignerait de respect de la part du Gouvernement à l’égard des fonctionnaires et permettrait un probable retour de la confiance.

Le SLFP vous tend la main, ne la rejetez pas !



Syndicat Libre de la Fonction Publique